

Débat sur l'Europe  
Assemblée nationale – Mardi 28 juin 2016  
Discours de François Fillon

Monsieur le Président,

Monsieur le Premier Ministre, Chers collègues,

Après la crise financière, après la crise des réfugiés, après le terrorisme, voici le choc du Brexit qui peut être un coup fatal si nous n'agissons pas avec un sens aigu de l'intérêt général européen.

Il serait dangereux et médiocre de voir dans le vote britannique la simple rançon d'un populisme insulaire. En 2005, le peuple français lui-même n'avait pas hésité à dire « non » au traité constitutionnel...

Le mal est profond et on ne le guérira pas avec des incantations ni avec des intimidations.

A l'occasion de Maastricht, plusieurs d'entre nous et j'en fus, pressentaient les failles d'une construction européenne plus mécanique que politique.

L'avertissement ne fut pas entendu et progressivement les peuples se sont détachés du projet européen qui, à leurs yeux, ne leur garantissait ni la prospérité, ni la sécurité des frontières.

A tort ou à raison, un sentiment de déracinement est venu étreindre nos sociétés et le réflexe du repli vient maintenant percuter nos démocraties.

De tout cela, on peut en accuser les institutions communautaires et leur technocratie, ce que je ne crains pas de faire, mais il serait juste d'en accuser aussi tous ceux, gouvernement compris, qui, de façon cynique, n'eurent de cesse d'accuser Bruxelles de tous les maux pour ne pas avoir à les régler eux-mêmes.

C'est sur fond de scepticisme et de démagogie électorale que s'est déroulé le référendum britannique.

Je regrette ce vote, mais nous devons le méditer car ce qui s'est passé au Royaume-Uni aurait pu se passer ailleurs.

Maintenant, l'urgence est de régler le cas britannique.

Le divorce doit être serein mais il doit être rapide.

Les 27 doivent faire pression sur les Anglais et se mettre d'accord sur un délai, qui ne doit pas aller au-delà de la fin septembre.

En attendant, les membres britanniques du Parlement de Strasbourg ne devraient plus participer aux votes et leurs fonctionnaires à Bruxelles aux décisions. Je veux d'ailleurs rendre hommage au commissaire britannique qui, en toute cohérence, a tiré les conséquences de ce vote en démissionnant de ses fonctions.

Les objectifs à atteindre sont clairs : les Anglais sortent, mais les Anglais ne deviennent pas pour autant des adversaires.

Ni hostilité, ni complaisance.

On ne peut pas avoir quitté la maison commune, n'en plus payer les charges, et bénéficier du toit, des chambres et du couvert.

En revanche, on peut négocier un bon accord de voisinage. Et s'ils sont demandeurs, et je le souhaite, il faut maintenir et approfondir les accords de défense avec la Grande-Bretagne.

Mais il n'y a aucune raison de leur laisser le passeport financier européen, et la zone euro doit récupérer le clearing de sa monnaie.

Dans la foulée, nous devons tendre la main aux Français installés au Royaume-Uni et à ceux qui pensent devoir être localisés au sein de l'Union européenne.

En cela, Monsieur le Premier ministre, la réforme de notre fiscalité et le renforcement de notre compétitivité deviennent une nécessité vitale.

La seconde étape est de recentrer l'Europe sur des priorités stratégiques. A force de vouloir s'occuper de tout, l'Union européenne passe à côté de l'essentiel.

Nous ne serons jamais un État fédéral. Nous sommes trop différents pour y parvenir. Et ce serait, au demeurant, un contresens historique car plus les nations sont bridées, plus les nationalismes sont agressifs.

Alors arrêtons de vouloir passer tout le monde à la toise, et reconcentrons l'Union européenne.

La première des priorités, c'est l'indépendance économique de l'Europe dans la mondialisation.

Assez d'angélisme. Nous n'avons ni obligation de signer un traité transatlantique déséquilibré, ni à subir la domination économique asiatique.

Et pour protéger nos économies du dumping chinois, nous avons besoin d'une Europe forte et lucide.

Notre indépendance est mise à mal aussi par la tutelle qu'imposent les États-Unis aux entreprises européennes soumises à la législation intérieure américaine soit au prétexte qu'elles utilisent le dollar, soit au motif de la lutte contre la corruption.

La seule façon de résister à cette emprise, c'est d'avoir une monnaie qui assure notre indépendance, donc l'euro doit devenir une monnaie de réserve et de règlement.

Pour cela, la zone euro doit se doter d'un gouvernement économique piloté par les Chefs d'Etat et de gouvernement, contrôlé par les parlements nationaux et d'un calendrier d'harmonisation de la fiscalité des entreprises.

Seconde priorité : c'est la sécurité européenne.

L'Europe des marchands, des touristes et de la monnaie unique ne suffit pas. Cette Europe est menacée de disparaître si elle n'est pas en même temps l'Europe de la sécurité, si elle n'est pas l'Europe qui maîtrise l'immigration, si dans ce domaine comme dans le domaine économique elle n'est pas l'Europe qui protège.

Nous avons besoin d'un nouveau Schengen avec un vrai corps de gardes-frontières et de gardes-côtes pour venir en aide aux pays dont les frontières maritimes sont prises d'assaut, mais nous avons aussi besoin d'un recours systématique aux moyens modernes de contrôle, aux moyens informatiques et biométriques et avec une coopération sans faille des services de sécurité.

Notre sécurité passe par une défense militaire.

Depuis la fin de la guerre froide, l'Europe n'a rien fait pour prendre son destin en main.

Elle continue de s'en remettre aux États-Unis pour la protéger. Or cette protection est devenue aléatoire, notamment face à la menace durable que fait peser sur notre continent le totalitarisme islamique qui déstabilise une grande partie du monde, du Pakistan au Nigéria.

Dans le respect de la souveraineté des nations, nous devons constituer une alliance de défense européenne qui permette un juste partage des charges.

Troisième priorité : je veux parler d'éducation, de la culture, de la recherche et de l'innovation.

On a bien sûr mis en place un Erasmus universitaire, homogénéisé les diplômes, relié des laboratoires...

Mais a-t-on fait assez pour développer notre conscience d'appartenir à une civilisation singulière et brillante ?

A force d'être mondialistes, certains ont non seulement contesté les nations mais ils ont enterré la civilisation européenne. Et à force de ne plus voir l'Europe que comme un marché, on continue de négocier l'adhésion de la Turquie.

Non ! Il y a des frontières et il y a un patrimoine qui est le nôtre.

La philosophie antique, les valeurs chrétiennes, l'Etat de droit, la solidarité, le goût des arts et des sciences, la liberté de parler, de penser, de voter : tout cela forge l'âme de l'Europe.

Si ce patrimoine ne vibre pas en nous, si notre jeunesse ne se sent pas chez elle à Rome, à Madrid, à Berlin, à Athènes ou à Prague, si nous ne sommes pas capables de conjuguer nos identités, alors pourquoi sommes-nous ensemble ?

L'âme de l'Europe au XXIème siècle : voilà le défi de notre époque pour notre jeunesse !

Enfin, nous devons engager une refonte des institutions européennes.

Ma conviction, c'est que l'Europe à 28 a rendu caduc l'objectif d'une Europe fédérale – à laquelle je n'ai jamais cru – et elle a dérèglé le fonctionnement de l'Europe communautaire des années 80.

La nouvelle Europe recentrée sur les coopérations essentielles doit rendre à la compétence des Etats membres tout ce qui ne s'y rapporte pas.

La commission et le Parlement n'ont jamais réussi à acquérir une véritable légitimité démocratique. Il faut redonner au Conseil européen et au contrôle des parlements nationaux leur prééminence.

La subsidiarité et la géométrie variable doivent s'imposer sur l'uniformité actuelle.

La zone euro doit être plus efficace et le reste de l'Europe doit être moins normé.

Mes chers collègues,

Dans dix ans, l'Union européenne existera-t-elle encore ?

L'Asie devient l'épicentre économique du monde et l'ancienne domination occidentale est, chaque jour, disputée par des milliards d'habitants qui chaque matin se lèvent en se disant que le progrès est à portée de leurs mains.

Nous, nous ne savons même plus ce que ce mot « progrès » signifie. Pire, le progrès nous angoisse.

De l'autre côté de la Méditerranée, des millions de déshérités sont prêts à tout tenter pour rejoindre nos côtes.

Et puis, nous voici menacés sur notre propre sol par le fanatisme islamique.

Il ne pose pas seulement des bombes, il ne mitraille pas seulement des innocents, il rêve aussi de ronger l'esprit humaniste de l'Europe.

Face à tous ces défis, nous devons être sûrs de ce que nous sommes.

Je suis fier d'être Français et je me sens européen.

Pour moi, la Nation française a été et restera toujours d'actualité, mais soyons clairs : on ne fera pas l'Histoire en défaisant l'Europe.

Dans un monde de 7 milliards d'habitants, les Européens ont un choix : ou bien ils se battent chacun dans leur coin, ou bien ils se battent ensemble !

Et sauf à vouloir nous saborder, l'intérêt national commande donc d'être européens. Mais pas à n'importe quelle condition. Pas par défaut. Pas par résignation.

Ce que nous devons défendre, c'est la civilisation européenne et c'est la place de la France dans cette civilisation !

Et pour tenir cette place, il ne suffit pas de dire « vive l'Europe » pour qu'elle vive réellement.

L'Europe est un lieu de pouvoir où les nations fortes impriment le rythme aux autres. Lorsque la France est faible elle subit, l'Europe ; lorsqu'elle est puissante, elle la conduit.

Le Général de Gaulle disait que l'essentiel, pour jouer un rôle au-delà de ses frontières, « c'est d'exister par soi-même, chez soi ! ».

Eh bien, pour le groupe des Républicains, il est temps de redonner à la France le pouvoir d'être forte chez elle afin qu'elle soit grande en Europe.